Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 26 (1989)
Heft: 949

Rubrik: Suisse sans armée

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

SUISSE SANS ARMÉE

Le désarroi socialiste

(*jd*) Le moins qu'on puisse dire est que l'initiative «pour une Suisse sans armée et pour une politique globale de paix» a mis les socialistes suisses dans une situation difficile. Mais plus que l'initiative elle-même, c'est la faiblesse de la stratégie politique du PSS qui est cause de ce désarroi.

Voilà un grand parti gouvernemental, fort d'un soutien populaire certain, qui tremble sur ses bases parce qu'une poignée de militants pacifistes présente au peuple une proposition fondamentaliste qui réduit la politique de paix et de sécurité à la suppression de l'armée.

Parlementaires abandonnés

Cafouillage dans la procédure d'abord. Les parlementaires socialistes sont envoyés seuls au front où, en majorité et en conformité au programme du parti, ils rejettent l'initiative sans cautionner pour autant la conception actuelle de la défense nationale. Puis le comité central se prononce pour la liberté de vote après avoir repoussé de justesse l'initiative grâce à la voix prépondérante du président. Enfin on annonce un congrès extraordinaire qui, en juin, définira la position définitive du parti. Dans l'intervalle des partis cantonaux (Jura, Genève) et des sections locales donnent bruyamment leur appui à l'initiative, alors que la décision du congrès devrait les lier. Belle preuve de vie démocratique diront certains. Consternante image d'indécision plutôt de la part d'une organisation politique dont l'une des fonctions premières est de proposer un programme cohérent, des positions claires qui puissent rassembler membres, sympathisants et les couches les plus larges de la population.

Certes le PSS a toujours eu des rapports conflictuels avec la défense nationale. Après qu'il en eut reconnu le principe en 1935, il a continué d'abriter dans ses rangs des minorités anti-militaristes par conviction pacifiste ou marxiste. Mais s'il a contesté parfois vivement les modalités de la défense militaire, il n'est jamais revenu sur cette reconnaissance.

L'appui du PSS à l'initiative actuellement en discussion constituerait donc un véritable retournement et contribuerait à la marginalisation de la gauche en Suisse. Autant la lutte politique pour un engagement plus actif de la Suisse dans la coopération internationale — il ne s'agit pas ici seulement du désarmement mais aussi des relations commerciales et de la promotion des droits de l'homme — doit être un axe privilégié de l'action socialiste, autant le choix unilatéral de la suppression de l'armée ne contribuerait en rien aux objectifs de paix et de sécurité et conduirait à affaiblir le PSS, principale force politique à même de mener cette lutte.

Certains militants se réfèrent à la nécessité d'une vision utopiste qui réponde aux espoirs de paix de la jeunesse et d'une partie de la population. Refuser cette initiative réductrice n'est pas ignorer cet espoir. Bien au contraire, c'est le prendre au sérieux. C'est refuser, au profit d'une action politique à long terme, l'incantation prophétique qui se nourrit d'exaltations momentanées. La paix ne peut résulter que d'un processus complexe dont nous ne sommes pas les seuls acteurs. Prétendre le contraire, c'est faire commerce d'illusion; laissons cela aux sectes et aux groupuscules qui se soucient peu d'efficacité.

D'autres socialistes, plus tacticiens, prônent un appui de circonstance: l'initiative n'est certes pas satisfaisante, mais soutenons-là pour qu'elle ne subisse pas une défaite trop humiliante, pour que la droite, qui exerce sur nous un chantage à la respectabilité, apprenne que l'armée n'est plus un sujet tabou. L'argument n'est guère différent pour la liberté de vote: impossible de se retrouver dans le camp de la droite et de décevoir tous ceux qui considèrent l'armée d'un œil critique.

Mais ces «tacticiens» ne croient-ils pas que la seule manière d'empêcher la droite de confisquer le résultat du vote, c'est d'occuper le terrain en rejetant l'initiative avec nos propres arguments, en présentant nos alternatives? Dans la critique de la défense nationale et du rôle actuel de l'armée, le PSS est aux avant-postes. La constance et le sérieux de son action dans ce domaine lui ont valu une crédibilité certaine dans l'opinion. Son initiative pour l'introduction du référendum en matière de dépenses d'armement a recueilli plus de 40% des suffrages en 1987. Et un récent sondage d'Univox (1988) révèle que si 72% des citoyen-nes sont favorables à une défense armée, 62% souhaitent une réduction des dépenses militaires. Aujourd'hui dans l'opinion, c'est la destruction de l'environnement et les accidents technologiques qui sont perçus comme la menace la plus grave. C'est donc qu'il existe une majorité potentielle pour une conception plus large de la défense nationale, moins centrée exclusivement sur l'armée mais qui ne l'exclut pas (encore).

Rejeter le fondamentalisme

L'articulation politique de cette insatisfaction, la création d'un front suffisamment large pour imposer un changement ne peuvent se réaliser qu'à travers un parti socialiste fort et capable de proposer des options claires à la population. En définitive le seul avantage de l'initiative «pour une Suisse sans armée et pour une politique globale de paix», c'est de mettre les socialistes au pied du mur: soit ils cèdent à leur goût pathologique pour l'échec et, par manque de conception propre, ils se rangent sous la bannière de groupes marginaux qui ne cessent de les assaillir. Mais ce faisant, ils se marginalisent à leur tour et gâchent le potentiel de changement qui se fait jour. Soit ils opposent un non sans équivoque et argumenté à l'initiative pour faire émerger l'insatisfaction d'une partie importante de la population et prendre le relais d'une contestation qui, rejetant le fondamentalisme stérile, vise à des changements substantiels de la politique de sécurité de la Suisse. ■

DP Domaine Public

Rédacteur responsable: Jean-Daniel Delley (jd)
Rédacteur: Pierre Imhof (pi)
Ont également collaboré à ce numéro: Jean-Pierre Bossy, François Brutsch (fb), André Gavillet (ag), Jacques Guyaz (jg) Yvette Jaggi (yj), Charles-F. Pochon (cfp)
Point de vue: Jeanlouis Cornuz, Jean-Luc Seylaz
Abonnement:
65 francs pour une année
Administration, rédaction:
Saint Pierre 1, case postale 2612
1002 Lausanne
Tél: 021 22 69 10 **CCP:** 10-15527-9
Télétax: 021 22 80 40
Composition et maquette:
Liliane Berthoud, Françoise Gavillet, Pierre Imhof
Impression:
Imprimerie des Arts et Métiers SA